

Le Finistère, 22 Juin 1872

QUI NOUS SOMMES.

Notre journal se donne pour titre le nom d'un département où la cause de la liberté, qu'il veut servir, a rencontré depuis 1789 de nombreux succès, et en aucun temps n'a manqué de défenseurs.

Sans parler des souvenirs moins récents qui s'offrent en témoignage, nous ne pouvons nous empêcher de songer que l'heure où il va paraître est voisine d'un glorieux anniversaire. Dans quelques jours, une année sera accomplie depuis que nos principes ont remporté sur ce vieux sol breton, réputé stérile, *la victoire du 2 juillet 1871*.

Dans ce passé si proche encore, que d'angoisses serraient le cœur de tous ceux qui avaient pour ambition le salut de la patrie et l'affermissement de la République ! Que de défiances, de calomnies, de fautes, de catastrophes accumulées semblaient alors nous avoir aliéné la fortune ! Que d'incertitudes enveloppaient à sa naissance le gouvernement de M. Thiers, immortalisé depuis par des services qui feront pardonner au patriotisme ses plus grandes fautes ! Que d'hostilités, auxquelles les élections précédentes donnaient une apparence de force, couvaient au sein de l'Assemblée, et attendaient du suffrage universel le signal de l'action !

Ce fut l'honneur du suffrage universel de se dérober aux calculs fondés sur lui, et de conjurer par un vote éclatant les compétitions devenues menaçantes. Ainsi furent épargnés à notre malheur, jusque là digne de respect, les désastres de la guerre civile et peut-être la suprême honte d'une intervention étrangère.

Que ceux qui n'ont point alors entrevu ces périls se retournent pour les envisager aujourd'hui à la clarté des évènements ! — Est-il un d'eux qui puisse nier sans aveuglement que le scrutin du 2 juillet sauva la France de complications où se fût achevée sa ruine ? Nos bulletins de vote ont tenu leur promesse . Ils ont fait triompher avec la République deux grands bienfaits nécessaires à la vie des nations , l'ordre et la paix.

L'ordre et la paix ! Quiconque les souhaitait avec sincérité put se dire vainqueur dans cette journée mémorable. Ceux qu'elle réunit pouvaient avoir un passé divers et des opinions encore mal accordées : mais le patriotisme, en leur donnant un même but, créa entre eux une alliance légitime.

C'est cette alliance, consacrée par la victoire électorale de l'an dernier, que notre œuvre nouvelle se propose de rendre durable .

Le mouvement d'où sort ce journal laisse bien loin en arrière tout intérêt égoïste. Ce n'est point d'une coterie ni même d'un parti exclusif que se recommande . une entreprise qui

ne trouve pas rassemblés autour de ses débuts moins de cent vingt fondateurs.

Ces fondateurs ne sont point autres que les vainqueurs du 2 juillet 1871 . Il en est parmi eux qui, dès le temps où la République n'était encore qu'une douteuse et lointaine espérance , s'étaient attachés à elle comme au terme nécessaire de toute civilisation politique, comme à la seule forme sincère de la souveraineté nationale, la seule où la liberté et la dignité humaines puissent se flatter de trouver pleine satisfaction. D'autres qui , sans méconnaître ses mérites , en faisaient moins état que des obstacles qui nous séparaient d'elle, l'avaient tenue en suspicion, tant qu'elle ne semblait pouvoir sortir de la théorie qu'au prix d'un bouleversement politique.

Ce bouleversement est venu de lui-même , par la faute d'un gouvernement monarchique qui nous a donné par surcroît la défaite. A l'heure où nous sommes, ce sont les monarchies qui ont passé dans le domaine des chimères, tandis que la République est sous nos yeux, dans tout l'éclat de la vie et de la réalité.

L'accord devait se faire dès lors, et n'est pas loin d'être unanime , entre tous les hommes qui ne font pas de la politique affaire de passion ou d'intérêt. Ils ont reconnu sans arrière-pensée le principe qui existe ; leur unique étude sera de le rendre fécond et indestructible.

Si c'est là être d'un parti, nous avouons que nous sommes de celui là. Il n'en est point de plus patriotique : il n'en est déjà point de plus nombreux. On y voit accourir chaque jour tous les citoyens arrachés au fléau de l'indifférence politique et délivrés, après une trop cruelle leçon, de l'illusion funeste qu'une nation peut se reposer sur un seul homme du poids du gouvernement, qui est l'œuvre commune . Cette illusion avait longtemps livré les affaires publiques à des aventuriers qui les ont faites à nos dépens. Elles vont redevenir ce qu'elles n'auraient, pas dû cesser d'être, des intérêts traités par les intéressés.

Ce n'est pas trop de tous les hommes de bonne volonté pour concourir à cette tentative. Un gouvernement libre les y appelle. Ils doivent, comme nous le faisons, en venir prendre leur part. Heureux si, dans le cercle où il nous est permis d'atteindre, nous réussissons à enseigner, non comme le superflu ni le privilège de quelques-uns, mais comme le strict devoir de tous, les mœurs publiques , sans lesquelles il n'est point de liberté durable, et à faire une réalité de ce qui n'a été jusqu'ici qu'un vœu, **le gouvernement du pays par le pays.**

Parler de ce but, c'est encore parler de la République. Elle est, en effet, par essence, le gouvernement du pays par lui-même , celui où la légalité s'ouvre sans limite à toute réforme, celui où la majorité fait loi, et où la violence,

dernière ressource des minorités, est d'autant plus sûrement proscrite qu'elle est rendue inutile.

Telle nous aimons la République, telle nous nous emploierons à la réaliser. Ce que nous admirons en elle, c'est la France maîtresse d'elle-même . Est-il une autre France qui mérite nos dévouements et nos respects ?

Nous n'avons, en exposant ces idées, qu'une appréhension : c'est qu'elles ne soient aujourd'hui banales, tant elles ont visiblement pénétré les plus profondes couches du suffrage universel. Chaque épreuve électorale en est, depuis un an, le témoignage . Et comment en irait-il d'autre sorte ? Comment la République ne prendrait-elle pas enfin possession du suffrage universel qu'elle a fondé, dont elle est le gouvernement propre ? S'il s'est trouvé jadis un roi absolu qui a pu dire avec quelque vérité : « *l'Etat, c'est moi* », combien plus justement la souveraineté nationale, se reconnaissant en pratique dans ce gouvernement, peut dire de lui : *La République, c'est moi !* Bonne ou mauvaise , qu'est-elle autre chose que la représentation fidèle d'un peuple bon ou mauvais? Et n'est-il pas superflu de prouver que s'effrayer d'elle, serait aussi puéril que de s'effrayer de soi-même !

Cela devait se reconnaître à l'expérience et avoir raison des préventions théoriques Aussi peut-on dire que la République voit en ce moment derrière elle le gros de la nation, tout ce

qui est nombre, travail, force vive, et qu'elle trouve pour seuls adversaires des débris de partis qui ne peuvent même s'unir pour la destruction, et sont d'avance vaincus, autant que par sa force, par le sentiment intime de leur impuissance.

Victorieuse déjà, la République doit craindre un seul péril qui nait de sa victoire même : c'est de glisser vers l'exagération. Peut-être découvre-t-on les premiers symptômes de cette inclination dans les dernières manifestations électorales, et il faut convenir qu'elle est favorisée par l'aveuglement d'une Assemblée qui pousse à l'aigreur le sentiment général, en s'obstinant dans le dessein de n'en rien voir et de n'en rien apprendre. C'est aux républicains qui ont souci de garder pure leur victoire qu'il appartient de la préserver de ses fautes. Ils n'auront point assez fait, en reniant avec éclat les malheureux qui faillirent, l'an dernier, déshonorer le noble nom de la République. Ce devoir de conscience accompli, il en est d'autres qu'ils doivent observer dans leur conduite : *ne pas se départir, malgré les injustices, de la modération qui sied à la force, et se garder de la précipitation qui compromet les idées les plus justes, ou des thèses absolues qui se changent, à l'épreuve, en impossibilités.*

Le gouvernement de M. Thiers a le mérite de conduire pacifiquement la France vers ses destinées nouvelles, quoiqu'on puisse parfois lui reprocher ses complaisances

pour un esprit de routine que son chef, en ce qui le concerne, a spirituellement confessé. Elles le laissent, en quelques graves questions, fort en arrière des nécessités que notre malheur nous a rendues le plus palpables. Est-il besoin de déclarer que , hors de ces questions, sur lesquelles notre patriotisme ne pourrait céder qu'en se trahissant lui-même , nous seconderons de toutes nos forces un gouvernement qui, à notre sens, parmi les amis anciens ou nouveaux de la République , ne doit compter que des défenseurs ?

Nous venons de rechercher les traits principaux d'une politique vraiment nationale, telle que les évènements nous l'ont enseignée , assez ferme pour ne tirer sa vitalité que de son principe, assez ouverte pour ôter toute raison d'être aux partis qui tôt ou tard viendront s'absorber dans son sein. C'est la France elle-même que sous le nom de République , nous appelons à se saisir d'elle - même . C'est elle que nous voulons voir s'élever, pour les anéantir, au-dessus des sectes révolutionnaires et des intrigues monarchiques. Contre un tel gouvernement, où seraient, les armes des émeutes et des restaurations futures? Le jour viendrait où les dernières inimitiés n'oseraient s'avouer contre lui, et où notre pays donnerait au monde le spectacle, encore inconnu parmi nous, d'un principe de gouvernement auquel, dans les plus vifs emportements de la politique, nul ne songerait à porter atteinte.

Le Comité de Direction.

Le Finistère, 22 juin 1872

AVIS

Le Finistère, s'est attaché, comme le prouvera la composition de ce numéro, à ne rien négliger des questions à l'ordre du jour dans la politique, la littérature, les arts, l'agriculture, qu'il puisse traiter au point de vue de notre département.

Il inaugurera incessamment sous ce titre : *Le Finistère à l'Assemblée*, une étude qui se poursuivra dans chacun de ses numéros sur la conduite parlementaire de notre députation et sa participation aux actes de l'Assemblée nationale.

Des plumes compétentes y traiteront un grand nombre de sujets d'administration départementale ou locale.

Des correspondants, qu'il s'est assurés dans les divers chefs-lieux de canton, lui permettront de donner à sa *Revue bretonne* des proportions en rapport avec le titre qu'il a pris et le caractère qu'il prétend garder.

Dès qu'aura eu lieu l'ouverture du Musée de Quimper, il publiera sur ce que contient cette collection une critique d'art dûe à un collaborateur d'une incontestable compétence.

Les numéros prochains contiendront des notices historiques et scientifiques de M. Le Men, archiviste du département du Finistère , dont le nom fait autorité dans les recherches intéressant *le passé , si curieux à tous les âges, de notre département.*

Dans le numéro de mercredi sera commencée une série d'articles sur les *Tableaux bretons au Salon de 1872* , par M. Félix Hémon.

Le Finistère , 22 juin 1872

oooooooooooo